

Depuis le début de l'année 2020, l'épidémie de coronavirus, après avoir frappé la Chine, s'est propagée dans le reste du monde : les mesures pour endiguer cette crise sanitaire ont entraîné de lourdes conséquences pour le fonctionnement de l'économie mondiale.

Les pays du G20, les représentants des grandes puissances mondiales, ont récemment annoncé la mobilisation de 5 000 milliards de dollars afin de lutter contre les effets délétères de la crise du coronavirus pour l'économie mondiale. Les États-Unis, instruits par le précédent de la « Grande Dépression » des années 1930, et face aux très sombres perspectives en matière de récession et d'effets cataclysmiques sur le front de l'emploi cette année, ont acté la mise en œuvre d'un plan de relance économique d'une ampleur inédite de 2 000 milliards de dollars. L'Union européenne et ses États membres, notamment la France, tentent de coordonner leurs efforts en matière de politiques budgétaires de relance pour soutenir en particulier la trésorerie des entreprises et les revenus des ménages, via notamment le mécanisme du chômage partiel.

L'impact de cette crise économique, en tant que brutal retournement de la conjoncture dans le cycle économique, résulte à la fois d'un choc d'offre négatif (chute de la production industrielle, fermeture d'usines, arrêt de projets de construction et d'infrastructures, perturbations graves des chaînes d'approvisionnement des firmes, etc.) et d'un choc de demande négatif (freinage de la consommation des ménages du fait des mesures de confinement, report des plans d'investissement) qui provoquent une violente récession économique, avec à la clé un fort ralentissement du rythme de la croissance de la production. Indépendamment de l'incertitude liée à la crise sanitaire en elle-même et ses conséquences humaines dramatiques, l'économie mondiale était toutefois déjà fragilisée. Pour ne citer que quelques facteurs de défiance, et malgré une légère accalmie, le conflit commercial sino-américain reste d'actualité, de même que les tensions géopolitiques au niveau mondial, en particulier, autour du marché pétrolier (entre la Russie et l'Arabie Saoudite notamment).

Si la pandémie du coronavirus a d'abord impacté l'économie « réelle » (production industrielle, consommation des ménages, perturbation des chaînes de valeur mondiales...), avec le ralentissement de l'activité économique mondiale, elle a ensuite rapidement affecté la sphère financière. La propagation de la maladie à l'échelle planétaire a plongé les marchés financiers dans la tourmente à la fin du mois de mars, avec une chute des marchés boursiers et une extrême volatilité des cours inédite depuis la grande crise financière de 2007-2008, et même comparable à la grande dépression de 1929 : la panique a touché toutes les classes d'actifs financiers, des marchés actions aux obligations, en passant par l'or, les crypto-actifs comme le bitcoin, et les matières premières, mettant en lumière les anticipations des opérateurs sur les conséquences très dures de cette crise pour l'économie mondiale. Le cours d'une action que l'on observe sur les marchés financiers est censé refléter la valeur fondamentale (c'est-à-dire « réelle »), définie comme la somme actualisée des anticipations de dividendes versés par les entreprises. Or, la santé des entreprises étant gravement mise à mal, les anticipations sont brutalement devenues pessimistes, et la correction brutale à la baisse des marchés financiers s'est nourrie d'alertes très préoccupantes sur la rentabilité des entreprises.

Mais dans un univers où la finance est globalisée, on sait que les chocs financiers expliquent aussi largement les fluctuations conjoncturelles : la crise des marchés financiers peut en effet se répercuter sur le système bancaire (crainte d'une montée des défauts sur la dette des entreprises et des ménages, inquiétudes sur la solvabilité des banques) et provoquer un rationnement du crédit qui amplifie encore la chute de la demande globale et accentue encore la défiance sur les marchés financiers. Pour éviter les effets nocifs de ce cercle vicieux, où la crise de l'économie « réelle » nourrit l'instabilité financière, laquelle compromet en retour les perspectives de reprise économique, au cours de cette phase du cycle du crédit et de remontée du risque du crédit, les grandes banques centrales des pays du G20 ont annoncé de puissantes mesures de soutien monétaire. La Réserve fédérale américaine et la Banque Centrale européenne ont ainsi nettement amplifié le caractère accommodant de leurs politiques monétaires avec une baisse des taux d'intérêt directeurs, des rachats massifs d'actifs et de dettes souveraines pour soutenir le marché obligataire et éviter une envolée des primes de risque sur les dettes des États les plus fragilisés par la crise (dans une période où ils doivent financer leurs plans de relance sur les marchés).

S'il subsiste de nombreuses incertitudes sur les conséquences de cette crise sur l'activité mondiale,

et sur son impact à plus long terme sur nos modèles productifs, les pouvoirs publics ont pris la mesure du choc pour l'économie mondiale et de la nécessité d'agir promptement et de manière coordonnée, notamment dans l'Union européenne, pour maximiser les chances de sortie de crise.